



2 novembre 2022

(22-8206)

Page: 1/5

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE ET LA TÜRKİYE (SERVICES)

QUESTIONS ET RÉPONSES

La communication suivante, datée des 20 et 24 octobre 2022, est distribuée à la demande des délégations de la République de Corée et de la Türkiye.

Question du Canada

1.1. Il ressort du tableau 3.1, page 10, que les deux Parties ont pris, dans le cadre de l'Accord, des engagements concernant des durées de séjour d'un an, reconductibles, pour la catégorie des personnes transférées à l'intérieur d'une société.

Les Parties peuvent-elles expliquer les raisons pour lesquelles les engagements pris portent sur des durées de séjour plus courtes que celles prévues dans l'AGCS pour la catégorie des personnes transférées à l'intérieur d'une société?

Réponse de la Türkiye

De notre point de vue, les engagements pris par les Parties dans l'Accord ne visent pas des durées de séjour pour la catégorie des personnes transférées à l'intérieur d'une société plus courtes que celles prévues dans l'AGCS. En fait, nous estimons que cette catégorie bénéficie d'un élément AGCS-plus.

L'engagement pris par la Türkiye concernant les personnes transférées à l'intérieur d'une société (personnel clé) porte sur une durée de deux ans seulement sans possibilité de reconduction. Mais la législation turque en la matière a été modifiée après la présentation des engagements de la Türkiye au titre de l'AGCS.

Conformément à la législation turque en vigueur, dans un premier temps, les permis de travail sont délivrés, conformément aux lois, règlements et prescriptions respectifs du pays, pour une durée d'un an maximum. Ultérieurement, une prolongation de la durée du permis de travail pouvant aller jusqu'à deux ans peut être accordée conformément aux lois, règlements et prescriptions respectifs de la Türkiye. En résumé, la durée totale du séjour peut atteindre trois ans.

Par conséquent, la durée d'un an reconductible est plus avantageuse pour les personnes transférées à l'intérieur d'une société. Il s'agit d'un engagement AGCS-plus de notre point de vue.

Réponse de la République de Corée

Les différences entre les durées de séjour des personnes transférées à l'intérieur d'une société prévues dans l'AGCS et dans l'Accord tiennent aux changements intervenus dans la législation nationale de la Türkiye – la durée maximale de séjour des personnes transférées à l'intérieur d'une société prévue dans l'Accord est équivalente à celle applicable en vertu de la nouvelle législation nationale de la Türkiye, qui est d'un an. Toutefois, l'Accord prévoit une prolongation de cette durée de séjour en conformité avec le droit interne des Parties (voir note de bas de page 15, annexe A de l'Accord).

1.2. Le tableau 3.1, page 10, indique que les engagements concernant les fournisseurs de services contractuels et les professionnels indépendants doivent être négociés dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur.

- a. Les Parties se sont-elles mises d'accord sur le mécanisme institutionnel qui sera utilisé pour négocier les engagements concernant les fournisseurs de services contractuels et les professionnels indépendants?**

Réponse de la Türkiye

Les Parties n'ont pas encore arrêté de mécanisme institutionnel. Toutefois, l'article 7.1 (Comité mixte) et l'article 7.2 (Comités et groupes de travail) de l'Accord-cadre pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre la Türkiye et la Corée constituent la base juridique d'un tel mécanisme. Le Comité mixte peut désigner un comité ou un groupe de travail chargé de négocier les engagements concernant les fournisseurs de services contractuels et les professionnels indépendants et de superviser les travaux de ce comité ou de ce groupe de travail.

Réponse de la République de Corée

Pour le moment, les Parties n'ont pas convenu du mécanisme institutionnel qui serait utilisé pour négocier les engagements concernant ces deux catégories. Toutefois, aux termes de l'article 7.1 (Comité mixte), le Comité mixte supervise et facilite l'application et l'exécution de l'ALE Corée-Türkiye et peut décider de créer des comités, groupes de travail ou autres organes et de leur déléguer des responsabilités. Le Comité mixte préparera le terrain pour le lancement par les Parties des négociations sur les engagements concernant les fournisseurs de services contractuels et les professionnels indépendants.

- b. Les Parties ont-elles convenu de l'instrument qui sera utilisé pour apporter des modifications à l'Accord afin de prendre en compte ces nouveaux engagements?**

Réponse de la Türkiye

Les Parties n'ont pas tenu de réunion expressément consacrée à la procédure de modification de l'Accord. Néanmoins, l'article 1.14 de l'Accord sur le commerce des services entre la Türkiye et la Corée et l'article 7.1 (Comité mixte), l'article 7.2 (Comités et groupes de travail), l'article 7.4 (Amendement) de l'Accord-cadre pour l'établissement d'une zone de libre-échange définissent les fondements de cette procédure.

Aux termes de l'article 7.4, "une modification entre en vigueur après que les Parties se notifient par écrit qu'elles ont rempli leurs prescriptions et procédures légales applicables respectives, ou à toute autre date convenue par écrit entre les Parties".

Réponse de la République de Corée

Des discussions spécifiques sur la modification de l'Accord pour prendre en compte les nouveaux engagements doivent encore avoir lieu. Néanmoins, la procédure particulière à suivre pour introduire des modifications est précisée à l'article 7.4 de l'Accord.

1.3. Le paragraphe 3.56.d de la présentation factuelle indique ce qui suit:

"Un certain nombre de réserves de l'annexe II, excluant tous les secteurs de services connexes des disciplines de l'Accord, sont communes aux deux Parties. Certaines de ces exclusions ne se retrouvent pas dans les listes de l'AGCS, car leur portée peut aller au-delà du mode 3 de l'AGCS. On peut citer notamment l'élément suivant:

""

d. les groupes défavorisés, pour lesquels les Parties peuvent adopter ou maintenir toute mesure accordant des droits ou des préférences".

Les Parties peuvent-elles préciser de quelle manière elles envisagent la prise en considération des questions de genre dans le contexte de cette réserve?

Réponse de la Türkiye

La question fait référence uniquement au mode 3 de l'AGCS, alors que le chapitre sur l'investissement a un champ d'application plus large et couvre à la fois le secteur des services et les secteurs non liés aux services.

D'autre part, d'un point de vue général, le terme "défavorisés" évoque un ensemble de conditions qui font qu'un individu se trouve dans une situation défavorable.

La Türkiye s'emploie à accroître la participation des groupes défavorisés au marché du travail et à améliorer leur niveau de vie par le biais de stratégies et de plans d'action en faveur de l'emploi. Conformément à l'article 30 de la Loi n° 4857 sur le travail, dans les entreprises de plus de 50 salariés, les personnes handicapées doivent représenter un pourcentage donné de l'effectif total.

Cependant, conformément à la loi turque, il n'est pas fait expressément référence aux questions de genre à propos des groupes défavorisés. Dans les réserves de l'annexe II, l'accent mis sur les groupes défavorisés est fondé sur le principe de réciprocité.

Réponse de la République de Corée

Les questions de genre n'ont jamais été incluses dans les réserves des ALE existants de la Corée. Néanmoins, la Corée reconnaît pleinement l'importance de cette question et aimerait connaître le point de vue ou l'expérience du Canada concernant l'inclusion de ces questions dans les réserves de ses ALE.

1.4. L'article 2.1 du chapitre 2 de l'Accord sur le commerce des services indique que les Parties sont convenues d'encourager le développement du commerce électronique entre elles, notamment en coopérant sur les questions soulevées par le commerce électronique au titre du chapitre en question.

Au-delà de cette coopération bilatérale, par quels autres moyens les Parties se proposent-elles d'encourager le développement du commerce électronique?

Réponse de la Türkiye

Les deux Parties participent activement aux négociations de l'Initiative faisant suite à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique se tenant sous l'égide de l'OMC. Elles estiment que ces négociations couvrent assez largement toutes les questions relatives au commerce électronique et sont donc d'avis qu'il convient de continuer à suivre ces négociations et de réfléchir aux résultats des discussions de manière multilatérale ou, si nécessaire, bilatérale.

Réponse de la République de Corée

La Corée et la Türkiye participent toutes deux à l'Initiative de l'OMC faisant suite à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique et coopèrent activement au niveau multilatéral, au-delà du cadre de l'ALE.

1.5. À l'article 2.7 du chapitre 2 de l'Accord sur le commerce des services, les Parties font référence aux "normes internationales de protection des données".

Les Parties pourraient-elles fournir des renseignements supplémentaires sur les normes internationales de protection des données qu'elles ont envisagées?

Réponse de la Türkiye

La Türkiye étant un pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, avec qui elle a établi une union douanière et entretient des relations économiques très étroites, le Règlement général sur la protection des données de l'UE est une référence très importante pour elle en termes de protection des données. En fait, la législation turque existante est fondée sur la Directive de l'UE précédente et un travail législatif est en cours pour réviser la loi afin qu'elle soit plus conforme au Règlement général.

Cela étant, il n'y a pas eu d'autres discussions avec la Corée du Sud pour arriver à un accord mutuel sur la norme internationale à retenir comme fondement de la législation des deux pays en matière de protection des données.

Si, à l'avenir, de telles normes internationales sont examinées et élaborées dans une enceinte où elle est représentée, la Türkiye participera à ces discussions et suivra de près l'évolution de la situation.

Réponse de la République de Corée

La protection des données étant un principe clé dans le domaine du commerce électronique, la Corée et la Türkiye ont convenu de mentionner cet aspect dans l'article 2.7. Bien que les Parties n'aient pas encore débattu au niveau bilatéral des normes internationales spécifiques de protection des données, elles participent activement aux discussions se tenant dans des forums multilatéraux tels que l'Initiative faisant suite à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique.

1.6. L'article 3 a) de l'annexe sur les services de télécommunications fait référence à une "procédure d'autorisation simplifiée".

En quoi cette procédure d'autorisation simplifiée diffère-t-elle d'une procédure d'autorisation ordinaire?

Réponse de la Türkiye

La procédure d'autorisation simplifiée des services de communications électroniques implique que les Parties examinent les demandes dans les meilleurs délais sans demander plus de renseignements et de documents que nécessaire.

Par exemple, conformément à la législation turque, si la fourniture d'un service nécessite l'utilisation de ressources rares (par exemple l'attribution de fréquences), une procédure détaillée d'autorisation et d'octroi de licences doit être suivie. Dans les autres cas, les fournisseurs de services peuvent notifier à l'autorité de régulation les renseignements et les documents nécessaires concernant leur prestation de services et commencer à fournir des services dès que ces renseignements et documents ont été confirmés par l'autorité de régulation.

En tout état de cause, la disposition est rédigée de façon à garder une certaine souplesse et à permettre aux Parties d'exiger des procédures d'autorisation détaillées en cas de besoin.

Réponse de la République de Corée

L'article 3 a) n'exige pas des Parties qu'elles prévoient un type particulier de "procédure d'autorisation simplifiée". Il s'agit plutôt d'une règle générale que les Parties doivent suivre. Dans ce contexte, l'expression "procédure d'autorisation simplifiée" doit être interprétée comme une procédure d'autorisation qui n'est ni plus compliquée ni plus contraignante que nécessaire.

Question du Royaume-Uni

Engagements de libéralisation

1.7. Les Parties peuvent-elles confirmer si elles prévoient de réexaminer leurs engagements au titre de l'article 1.14 et, dans l'affirmative, quand ce réexamen doit-il avoir lieu?

Réponse de la Türkiye

Comme on le sait, l'article 1.14 impose aux Parties l'obligation de revoir leurs listes d'engagements spécifiques tous les deux ans, ou à un intervalle dont elles conviennent entre elles. En outre, les Parties se sont engagées à effectuer le premier réexamen dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de l'Accord.

Toutefois, la question du réexamen n'a pas encore été inscrite à l'ordre du jour du Comité mixte.

Réponse de la République de Corée

Aux termes de l'article 1.14 de l'Accord sur le commerce des services relevant de l'ALE Corée-Türkiye, les Parties se sont engagées à réexaminer leurs listes d'engagements spécifiques tous les deux ans ou à tout autre moment si elles en conviennent.

Cependant, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, le réexamen des engagements n'a pas encore été inscrit à l'ordre du jour du Comité mixte.
